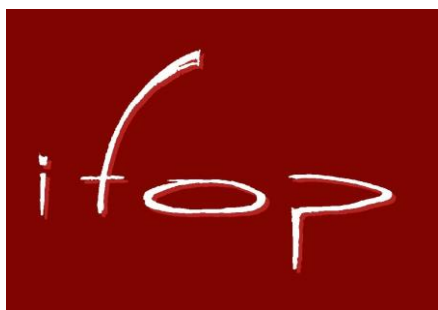




CHRONIQUES

Allemandes

N° 14

Décembre 2014

Regards croisés France-Allemagne sur la situation économique et les relations franco-allemandes

La crise de la dette et de la zone euro a montré à quel point la situation économique et politique prévalant dans les autres pays européens avait des implications en France. Le sort de notre pays apparaît ainsi de plus en plus lié à celui de nos partenaires au premier rang desquels l'Allemagne.

Sur tous les grands sujets : fiscalité, compétitivité des entreprises, énergie (sortie du nucléaire par exemple) ou bien encore éducation, l'exemple allemand est désormais systématiquement convoqué dans le débat français soit pour s'en inspirer soit pour en pointer les limites.

Cette tendance, déjà ancienne, s'est renforcée ces dernières années et la campagne électorale en a donné de nombreux exemples.

C'est dans ce contexte que l'Ifop a décidé de rédiger et publier régulièrement des notes d'analyse (réalisées à partir d'enquêtes de l'Ifop ou d'instituts allemands) sur la situation politique et économique en Allemagne.

Intitulées « Chroniques allemandes », ces notes ont vocation à éclairer le public français sur l'état du débat de l'autre côté du Rhin à l'heure où, plus que jamais, les événements et décisions prises en Allemagne ont un impact ici en France.

Un an après le cinquantième anniversaire du Traité de l'Elysée et alors que les gouvernements français et allemands travaillent autour de différentes initiatives visant à relancer le couple franco-allemand, l'Ifop a réalisé à la demande de la Fondation Jean-Jaurès et de la Friedrich Ebert Stiftung Paris, une enquête auprès de deux échantillons en France et en Allemagne. Les résultats de cette étude font apparaître un ressenti sur la situation économique très différent dans les deux pays et un déséquilibre croissant dans le couple franco-allemand. Pour autant une large majorité des Français et des Allemands seraient favorables à des initiatives communes notamment sur le plan économique.

Déjà publiés

N°1 – Sept. 2005 : Recomposition de la gauche : à l'Est du nouveau ? Retour sur les résultats des élections allemandes de 2005

N°2 – Sept. 2009 : Quand la gauche radicale s'installe en Allemagne. Analyse sur le vote die Linke

N°3 – Mai 2010 : Analyse sur les élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie

N°4 – Oct. 2010 : La percée du FPÖ aux élections municipales de Vienne

N°5 – Déc. 2010 : Regards franco-allemands sur la crise de l'Euro

N°6 – Avril 2011 : Le Bade Wurtemberg passe aux Verts : un effet Fukushima

N°7 – Avril 2012 : Fin de la coalition « jamaïcaine » et percée des « Pirates » : retour sur les élections régionales en Sarre

N°8 – Mai 2012 : Premier bilan sur les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie : cuisant revers pour la CDU et large victoire pour le SPD

N°9 – Juillet 2012 : L'opinion publique allemande face à la crise de l'Euro

N°10 – Février 2013 : Regards et attentes sur les relations franco-allemandes 50 ans après le Traité de l'Elysée

N°11 – Septembre 2013 : L'état de l'opinion allemande à la veille du Bundestagswahl

N°12 – Octobre 2013 : Retour sur les résultats des élections législatives allemandes

N°13 – Avril 2014 : Les Allemands et la construction européenne

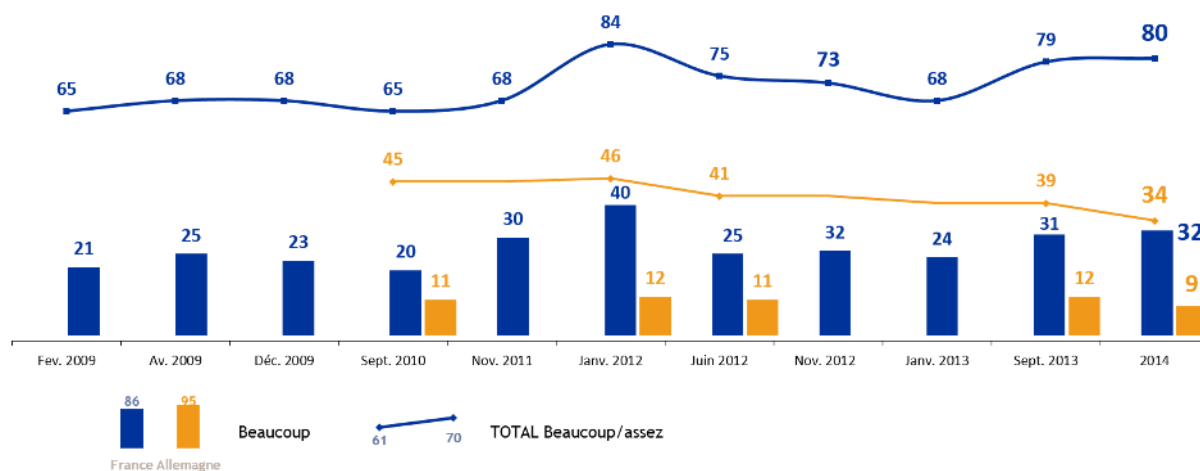
1- Des performances économiques qui influent fortement sur les perceptions : des Allemands optimistes et des Français au moral plombé

- 8 Français sur 10 ressentent pour eux ou pour leurs proches les effets de la crise dont 32% beaucoup contre seulement un tiers des Allemands (dont uniquement 9% beaucoup¹).

Ce décalage est en soi spectaculaire mais il s'accompagne de surcroît d'une évolution totalement opposée entre les deux pays. Hormis le pic atteint en janvier 2012, jamais en France on n'avait autant ressenti la crise depuis 2009.

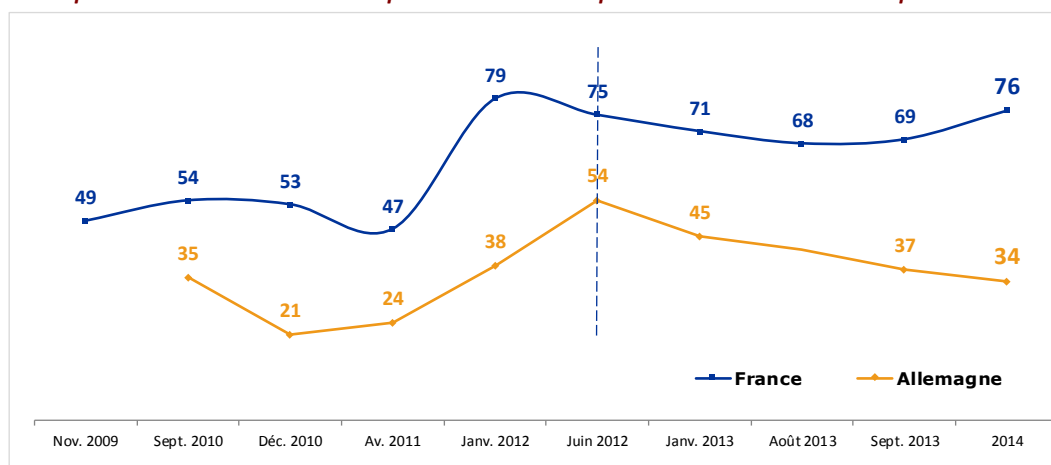
Le scénario qui se dessine est celui d'une crise qui s'installe durablement et qui s'enracine dans la société française en touchant de plus en plus de gens. A l'inverse en Allemagne jamais aussi peu de personnes ne s'étaient déclarées concernées par la crise.

L'impact de la crise dans sa vie personnelle – Historique « Beaucoup/assez »



- Dans ce contexte, de plus en plus d'Allemands envisagent la sortie de crise alors que leurs voisins sont beaucoup plus nombreux (ce chiffre atteignant même quasiment un record historique en France) à juger que leur pays est encore en pleine crise.

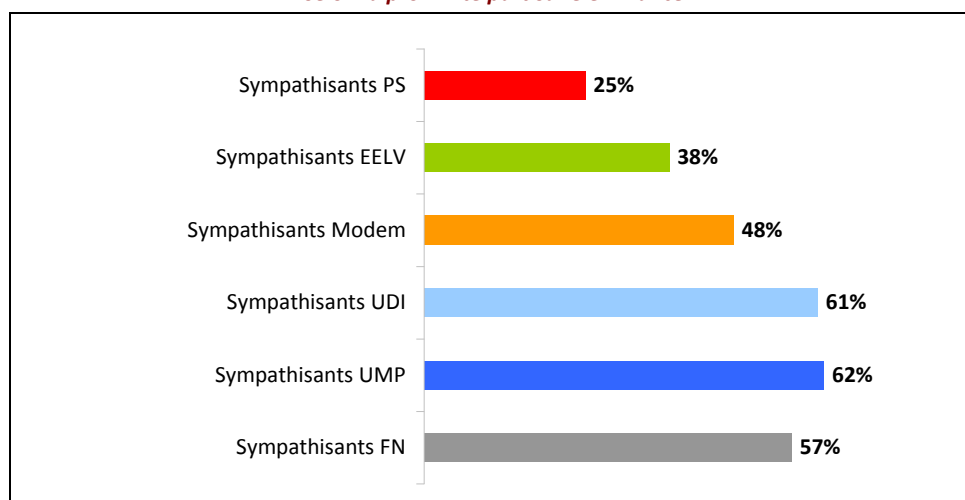
L'opinion sur la situation économique actuelle - Historique « Nous sommes encore en pleine crise »



¹ Etude réalisée auprès d'un échantillon de 901 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et d'un échantillon de 905 personnes, représentatif de la population allemande âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas par questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 18 novembre 2014.

- Si la situation économique inquiète, la question de la dette et du déficit public continue elle-aussi de générer une certaine anxiété. Mais alors que jusqu'à présent le niveau de préoccupation était assez similaire de part et d'autre du Rhin, un décrochage est survenu lors de cette vague d'enquête : 92% des Français se disent inquiets contre « seulement » 72% des Allemands. L'écart est également très marqué sur les réponses « très inquiets » : 47% en France contre 22% en Allemagne. En France, jamais l'inquiétude n'avait été aussi intense depuis le début de la crise de l'euro (février 2009), mais cette intensité, mesurée à l'aune des réponses « très inquiets », varie grandement selon la sensibilité partisane, l'électorat de droite étant beaucoup plus préoccupé que l'électorat de gauche.

La proportion de personnes « très inquiètes » à l'égard de la dette et du déficit public selon la proximité partisane en France

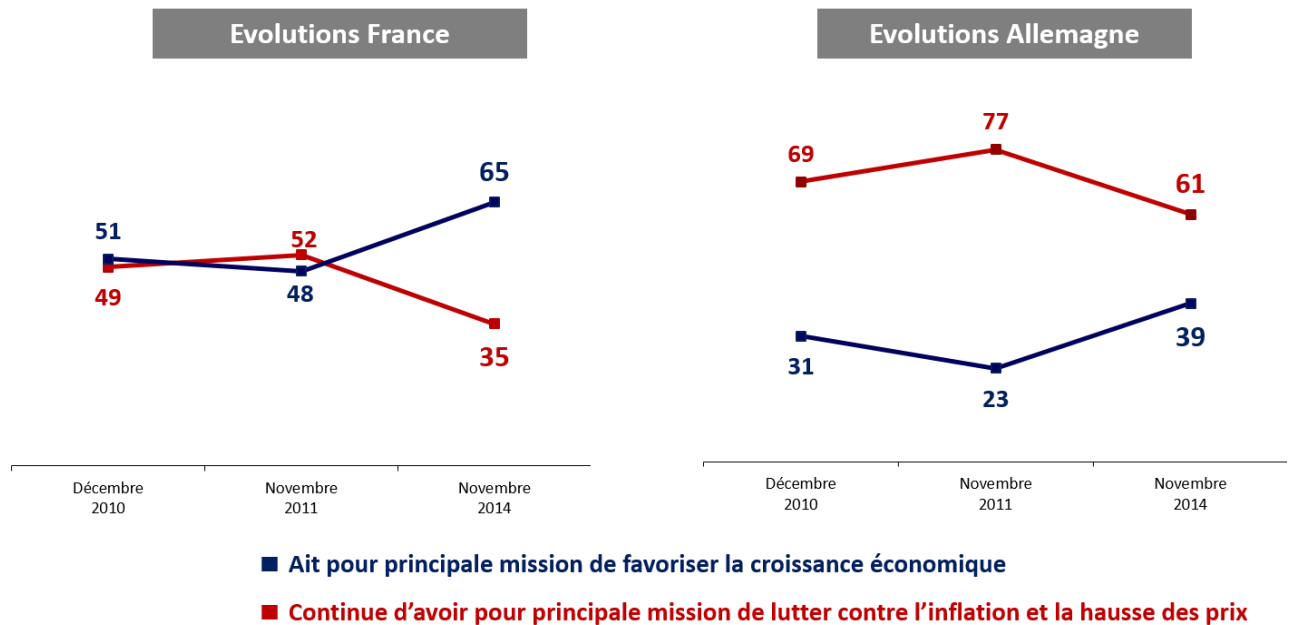


Si l'électorat de gauche est donc sensibilisé à cette question, on constate au travers de ces résultats que la lutte contre le déficit public, priorité affichée du gouvernement, n'apparaît sans doute pas comme aussi prioritaire aux yeux des sympathisants de gauche.

2- Le rapport à l'Europe

- Sans doute sous l'effet conjugué du très faible niveau d'inflation existant actuellement dans la zone euro et des débats autour des programmes d'investissement pour stimuler la relance en Europe, le rôle assigné à la Banque Centrale Européenne a significativement évolué de part et d'autre du Rhin. Dans les deux pays, l'idée selon laquelle cette institution devrait avoir pour principale mission de favoriser la croissance progresse sensiblement par rapport à une précédente mesure datant de novembre 2011, +17 points en France et +16 points en Allemagne. Néanmoins, en dépit de cette importante progression parallèle, les points de vue majoritaires demeurent très différents dans les deux pays. Deux tiers des Français (65%) adhèrent ainsi à la ligne de leur gouvernement en faveur d'un rôle plus actif de la Banque Centrale Européenne en matière de croissance quand dans les mêmes proportions (61%) les Allemands partagent eux la vision d'Angela Merkel d'une Banque Centrale Européenne devant avant tout être tournée vers la lutte contre la hausse des prix.

La principale mission attribuée à la Banque Centrale Européenne



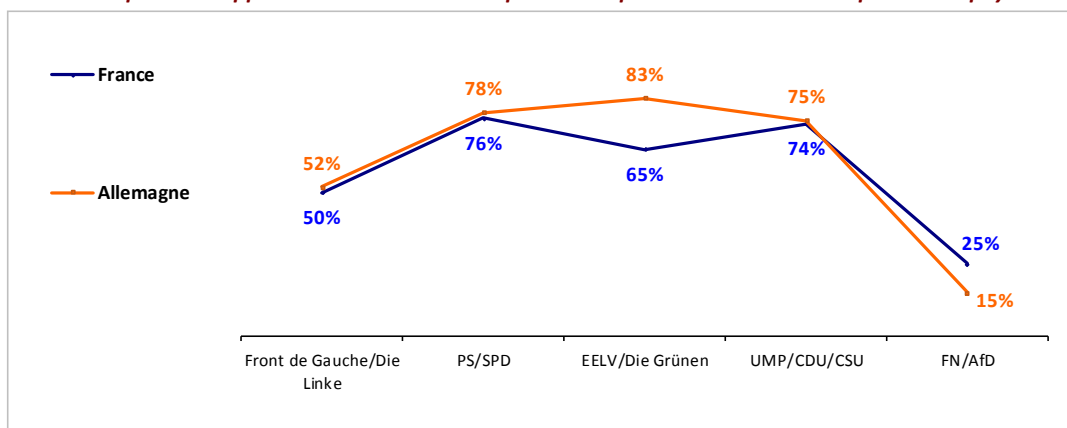
Sur un sujet comme celui-ci, le poids des cultures nationales structurées par les histoires propres à chaque pays, est déterminant car, même au sein d'une même famille politique, les différences de perceptions sont très marquées entre Français et Allemands.

% de réponse « la Banque Centrale Européenne devrait avoir pour principale mission de favoriser la croissance économique »

	Allemagne	France	Ecart
Sympathisants socialistes (SPD-PS)	45%	65%	+20
Sympathisants de droite (CDU/CSU – UMP).....	38%	72%	+34

- Dans ce cadre, on comprend que les espoirs que les dirigeants socialistes français avaient placés dans la constitution d'une grande coalition, qui devait donner davantage de poids du SPD et permettre une évolution vers les positions françaises, ne se soient pas vraiment concrétisés pour l'heure.
- Si les divergences de point de vue demeurent vivaces concernant le rôle de la Banque Centrale Européenne, un consensus se fait jour sur le bienfondé de l'appartenance à l'Union Européenne. Près de six mois après les élections européennes marquées par une poussée du courant eurosceptique, 6 Français et Allemands sur 10 (respectivement 57% et 62%) estiment que le statut de membre de l'Union Européenne est plutôt une bonne chose pour leur pays respectif. Il est intéressant de constater que le rapport à l'Europe est structuré politiquement de la même façon dans les deux pays et que les résultats sont très proches au sein de chacune des familles politiques.

% de réponse « l'appartenance à l'Union Européenne est plutôt une bonne chose pour notre pays »

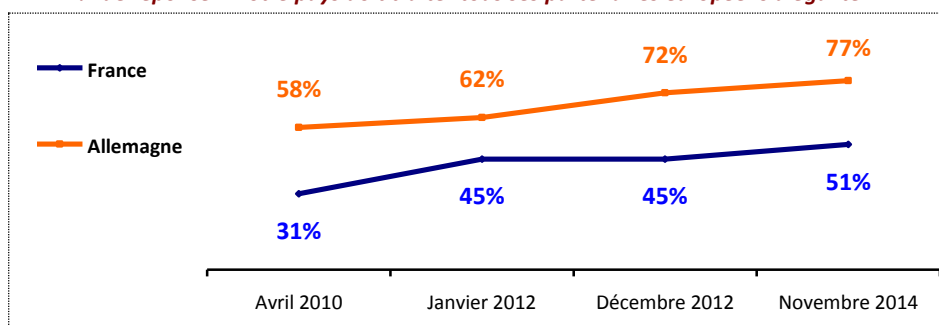


On constate juste que les sympathisants écologistes allemands ont une fibre européenne plus développée que leurs homologues français et, qu'à l'inverse, les soutiens de l'Alternative für Deutschland (AfD), que l'on ne peut pas mettre tout à fait sur le même plan que les proches du FN, sont encore plus eurosceptiques que ces derniers.

3. Un couple franco-allemand de plus en plus déséquilibré

- Un très large consensus règne dans les deux pays autour de l'idée que les relations franco-allemandes sont nécessaires pour l'avenir de l'Union Européenne et de la zone euro : 89% en France et 84% en Allemagne et ce niveau demeure stable par rapport aux enquêtes précédentes.
- Si l'aspect nécessaire des relations franco-allemandes apparaît toujours aussi évident, le caractère privilégié de ce rapport est de plus en plus remis en cause et ce, alors même que nous avons commémoré en 2013 le 50^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée. Le souhait que l'Allemagne traite tous ses partenaires à égalité (versus qu'elle considère la France comme son partenaire privilégié), qui était déjà largement majoritaire outre-Rhin, se renforce encore davantage cette année et l'opinion symétrique a franchi la barre symbolique des 50% en France.

% de réponse « notre pays doit traiter tous ses partenaires européens à égalité »

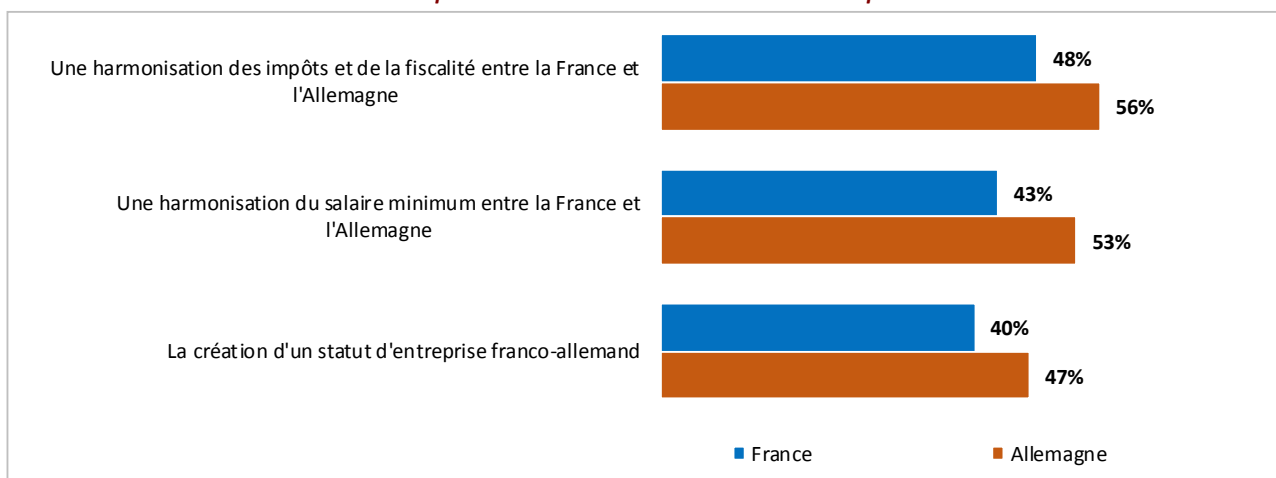


Par-delà cette évolution parallèle des deux opinions publiques dans le sens d'une « banalisation » de la relation franco-allemande, les écarts de réponses interpellent. Tout se passe comme si était acté ici le différentiel de puissance économique.

Pour une opinion allemande, s'appuyant sur la solidité de son économie, la nécessité d'entretenir une relation privilégiée avec une France affaiblie deviendrait de moins en moins évidente quand, dans le même temps, les Français actant eux-aussi cet écart grandissant y seraient plus attachés mais se résoudraient de plus en plus à la disparition de cet attelage bancal.

- Dans ce cadre, le fait que le couple franco-allemand ne soit pas ou plus forcément la structure à privilégier ressort également quand on interroge les deux échantillons sur des projets d'harmonisation des règles économiques et fiscales entre les deux pays. Entre 40 et 56% des interviewés répondent en effet que ces sujets devraient être traités au niveau européen alors que les libellés des items mentionnent pourtant la France et l'Allemagne.

% de réponse « Cela doit être traité au niveau européen »



- L'idée d'un déséquilibre croissant et structurel entre les deux pays apparaît à la lecture d'autres résultats. Par rapport à décembre 2012, l'idée selon laquelle les deux pays négocieraient d'égal à égal a reculé de 13 points en France et de 10 points en Allemagne. Mais par-delà les évolutions, le différentiel de niveau est des plus parlants. Quand 75% des Allemands jugent ces relations équilibrées, les Français ne sont que 46% à partager cette opinion soit un écart de quasiment 30 points, signe manifeste d'un déséquilibre.
- Le découplage est encore plus visible quand on compare les résultats de certaines questions posées en miroir dans les deux pays.

L'adhésion à différentes propositions relatives à la France/l'Allemagne

	Ensemble des Français	Ensemble des Allemands	Ecart
Avec la crise de l'euro, [aux Français : l'Allemagne/ aux Allemands : la France] s'est affirmée comme le pays dominant en Europe	85%	38%	+47
[aux Français : l'Allemagne/ aux Allemands : la France] a beaucoup d'atouts pour tirer son épingle du jeu dans la mondialisation	82%	53%	+29
[Aux Français : La France/ Aux Allemands : l'Allemagne] doit davantage s'inspirer du modèle économique et social [allemand/ français]	58%	21%	+37

- Par rapport à une précédente enquête datant de décembre 2012, et donc pourtant assez récente, le décrochage de l'image de la France en Allemagne est patent. Ainsi, à l'époque, 58% des Allemands estimaient que la France s'était affirmée comme le pays dominant en Europe à l'occasion de la crise de l'euro, soit 20 points de plus qu'aujourd'hui. Les résultats de l'époque s'expliquaient sans doute en partie par le souvenir du rôle joué lors du déclenchement de la crise financière par Nicolas Sarkozy quand la France assurait la présidence de l'Union Européenne. Ce souvenir s'est depuis estompé et c'est d'abord et essentiellement les mauvais résultats économiques de la France que les Allemands ont en tête quand ils évaluent notre pays. Ceci explique qu'en à peine deux ans, la cote de la France soit passée de 87% « bonne image » à 63% alors que l'image de l'Allemagne en France demeurait très stable : 81% contre 85% en décembre 2012.
- Les jugements divergent également très nettement concernant les réformes menées dans le pays voisin au cours des dernières années et ces diagnostics différents contribuent grandement à nourrir l'idée d'un décrochage de la France.

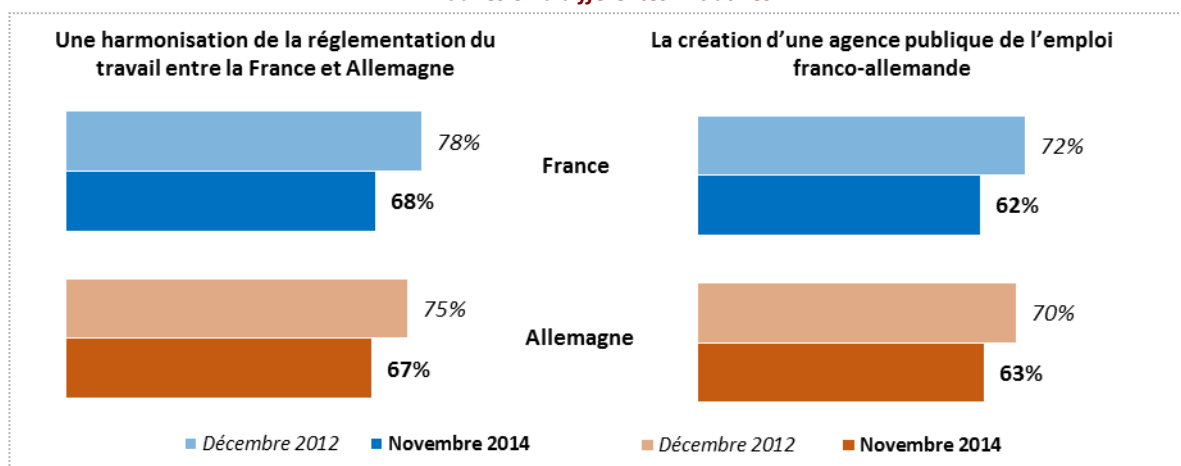
L'adhésion à différentes propositions relatives à la France/l'Allemagne

	Ensemble des Français	Ensemble des Allemands	Ecart
Depuis le début de la crise, [<u>aux Français</u> : l'Allemagne/ <u>aux Allemands</u> : la France] a fait le nécessaire pour réduire ses déficits et augmenter sa compétitivité	85%	39%	+46
Au cours des dernières années, les [<u>aux Français</u> : Allemands / <u>aux Allemands</u> : Français] ont fait beaucoup d'efforts (limitation des salaires, réductions des aides sociales assouplissement du droit du travail) pour rester compétitifs dans la mondialisation	84%	59%	+25

4. Des convergences et des coopérations à mettre en place au plan économique plus qu'éducatif ou régalien

- En dépit (ou à cause ?) de ces représentations divergentes sur les performances économiques des deux pays, un large consensus existe des deux côtés du Rhin pour renforcer la coopération au plan économique. 81% des Français et 75% des Allemands sont ainsi favorables au « lancement d'un projet de recherche commun entre la France et l'Allemagne dans l'économie du futur (par exemple les objets connectés ou les biotechnologies) » et deux tiers des habitants des deux pays sont favorables à une « harmonisation de la réglementation du travail entre la France et l'Allemagne » ou à « la création d'une agence publique de l'emploi franco-allemande (qui aiderait les Français à trouvé un emploi en Allemagne et vice versa) ». On le voit, alors que le rapport des économistes Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein vient d'être remis à Emmanuel Macron et à Sigman Gabriel, les opinions publiques française et allemande se montrent bien disposées pour des initiatives communes. Néanmoins, et comme le montre le graphique suivant, l'adhésion à certaines de ces propositions s'est érodée dans les deux pays depuis décembre 2012.

L'adhésion à différentes initiatives



- L'adhésion est en revanche moins forte et non homogène entre Français et Allemands concernant d'autres avancées franco-allemandes. Ainsi, en matière éducative, les Allemands, culturellement plus à l'aise avec l'apprentissage des langues étrangères, seraient 6 sur 10 à être favorables à l'instauration d'une année scolaire dans le pays voisin pour tous les lycéens et à l'enseignement généralisé du français dans les écoles allemandes contre symétriquement 49% et 44% des Français.

L'adhésion à différentes propositions en matière éducative, militaire et diplomatique

	Ensemble des Français	Ensemble des Allemands	Ecart
L'instauration d'une année scolaire en Allemagne pour les lycéens français et d'une année scolaire en France pour les lycéens allemands	49%	57%	+8
La création d'une armée commune	48%	28%	-20
L'enseignement généralisé de l'allemand dans toutes les écoles françaises et du français dans les écoles allemandes.....	44%	58%	+14
La création d'ambassades communes à la France et à l'Allemagne dans différents pays	42%	50%	+8

Les Français sont en revanche plus allants sur la création d'une année commune. Le fait que la France intervienne régulièrement sur des théâtres extérieurs (Libye, Mali, Centrafrique, Irak) contribue à alimenter l'opposition à ce projet en Allemagne, une large partie de l'opinion publique allemande, très attachée au principe de non-intervention de soldats allemands à l'étranger, craignant sans doute de se voir « embarquer » malgré elle sur des théâtres d'opérations lointains par ce biais. La création d'ambassades communes suscite quant à elle des réactions très partagées dans les deux pays, les Français étant plus réticents (42%) que les Allemands (50%).

Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion & Stratégie d'entreprise